

DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE

NOUS VOULONS LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS, PAS UN DEBAT

Après 9 ans de gel du point d'indice dans la fonction publique, après 13 ans de SMIC sans coup de pouce, après des retraites qui ne suivent plus le coût de la vie et des salaires en berne ...

Et en même temps, le CICE perdure, les exonérations patronales sont consacrées, l'ISF est annulé... les entreprises de CAC 40 ont distribué 56 milliards de dividendes, soit une hausse de 13% en 2018.

Pour la Commission Exécutive de l'UD FO de l'Essonne, il est temps d'aller chercher des réponses auprès du patronat (dans les branches et les entreprises), des administrations locales, départementale, régionale, et de l'Etat, c'est-à-dire auprès de nos interlocuteurs sociaux. Ceux qui ont le pouvoir de répondre à nos attentes.

Nos revendications doivent être entendues et satisfaites. Elles sont connues de longue date et nous les renouvelons tous les ans à la table des négociations :

- **Hausse immédiate du SMIC à 1800€**
- **Augmentation générale des salaires et des pensions**
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires**

Ça suffit, nous ne voulons aucune régression sociale, de l'argent il y en a pour satisfaire les ultra-riches (les dingues de pognons), il y en aura pour satisfaire ceux qui produisent les richesses par leur travail. Ce pognon de dingue est à nous, c'est le moment d'aller le chercher.

Nous exigeons :

- **Ré indexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie**
- **Développement de tous les services publics sur tout le territoire**
- **Retour à la sécurité sociale de 1945, Rétablissement des cotisations sociales et Suppression de la CSG**
- **Halte à la volonté de s'attaquer, une nouvelle fois, à l'assurance chômage**
- **Retour à la retraite à 60 ans et abandon de la réforme de la retraite universelle par points, maintien de tous les régimes,**
- **Abandon de toutes les réformes concernant les lycéens et les étudiants dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE et PARCOURSUP**

- **Abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois « Macron », « Rebsamen », « El Khomri », ordonnances « Macron ») ...**
- **Retrait du projet de destruction du statut de la fonction publique**
- **Arrêt de toutes les privatisations et renationalisation des services publics privatisés**

Nous ne voulons pas de menaces sur les chômeurs, sur les retraités, sur les salariés, sur les fonctionnaires et nous n'acceptons pas les violences commises, sur ordre, à l'encontre des jeunes et des manifestants pacifiques mobilisés, les « gilets jaunes », depuis plus de 9 semaines.

FO les soutient et affirme : « Nous allons continuer à manifester, revendiquer, agir pour faire aboutir nos légitimes revendications. En ce sens, les mesures annoncées par le 1^{er} ministre contre le droit de manifester sont inacceptables.

- **Arrêt de la répression policière**

Face à la surdité des interlocuteurs sociaux, la CE de l'UD FO 91 rappelle que la grève reste le moyen d'action. La CE de l'UD FO 91 soutient et soutiendra l'ensemble de ses militants engagés dans le processus de Résistance, de Revendication et de Reconquête.

Pour la Commission Exécutive de l'UD FO 91, ni bla-bla social, ni grand débat, nous voulons de la politique contractuelle.

Le grand débat ne servira qu'à cautionner et plébisciter le gouvernement actuel sans résultat pour les salariés.

« Le grand débat national » est un danger pour la démocratie. FO n'y a pas sa place, ni au plan local, ni au plan national.

Votée à l'unanimité,

Evry-Courcouronnes, le 15 janvier 2019

Contact : Christophe LE COMTE, Secrétaire Général UD FO 91 : 06-68-66-25-24